

**Direction des Routes, des Infrastructures
Et des Mobilités**
Pôle Exploitation
Service Gestion du Trafic

ARRETE TEMPORAIRE

N° 67-2022-0622

Portant réglementation de la circulation

Sur l'itinéraire cyclable Canal de la Bruche
Communes de HANGENBIETEN, KOLBSHEIM et de DUPPIGHEIM
Hors agglomération

Le Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des régions, des départements et des communes,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la route,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
Vu l'arrêté de M. le Président de la Collectivité européenne d'Alsace n°2022-078-DAJ en date du 7 Octobre 2022 portant délégation de signature au sein de la Direction des Routes, des Infrastructures et des Mobilités,
Vu l'avis favorable de l'Eurométropole de Strasbourg sur l'itinéraire de déviation en date du 7 Novembre 2022,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers lors des travaux d'enrobés sur l'itinéraire cyclable Canal de la Bruche, il y a lieu de réglementer la circulation.

Sur proposition du Chef du Centre d'Entretien et d'Intervention de MOLSHEIM;

ARRETE

Article 1

A compter du mercredi 16 novembre 2022 et jusqu'au vendredi 18 novembre 2022 inclus sur l'itinéraire cyclable Canal de la Bruche, dans les deux sens de circulation, communes de HANGENBIETEN, KOLBSHEIM et de DUPPIGHEIM, la circulation est interdite à tous les véhicules.

Cette disposition est applicable de 7h30 à 17h00.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux véhicules de l'entreprise en charge des travaux, aux véhicules des forces de l'ordre, aux véhicules du gestionnaire de la voirie, aux véhicules de secours.

Une déviation sera mise en place pour les cyclistes et piétons, dans les deux sens de circulation par la M111 et la M93, via les communes de KOLBSHEIM et de HANGENBIETEN.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue, par le Centre d'Entretien et d'Intervention de MOLSHEIM en ce qui concerne la signalisation de déviation et par l'entreprise COLAS en ce qui concerne la signalisation de chantier sous le contrôle du Centre d'Entretien et d'Intervention de MOLSHEIM.

Article 3

Le non-respect des dispositions du présent arrêté sera constaté et poursuivi conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation.

Article 5

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, la période des travaux initialement prévus est prorogée du nombre de jours d'intempéries ou nécessaire à la résolution des problèmes techniques, dans la limite de 5 jours ouvrés.

En cas de recours à cette disposition, le pétitionnaire sollicitera l'avis du Centre d'Entretien et d'Intervention concerné qui informera l'ensemble des autorités et destinataires de l'arrêté du prolongement de la période des travaux.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux par la levée de la signalisation.

Article 7

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Collectivité européenne d'Alsace dans ce même délai. Le Président de la Collectivité européenne d'Alsace dispose alors d'un délai de 2 mois pour y répondre. L'absence de réponse à l'issue de ce délai vaut rejet tacite. A compter de la date de la réception de la réponse de rejet du Président de la Collectivité européenne d'Alsace ou à compter de la date de rejet tacite du recours gracieux, un recours peut être formé auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois, à la fois contre le présent arrêté et contre la décision de rejet du recours gracieux.

Article 8

MM.

- Le Chef du Centre d'Entretien et d'Intervention de MOLSHEIM
- Le Commandant de Groupement de gendarmerie du Bas-Rhin
- Le Maire de la Commune de DUPPIGHEIM
- Le Maire de la Commune de HANGENBIETEN
- Le Maire de la Commune de KOLBSHEIM
- Le Directeur de l'Entreprise COLAS

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à STRASBOURG

Le Président de la Collectivité européenne
d'Alsace
Pour le Président,
Par délégation
Le Chef de Service Gestion du Trafic

Pierre MONDINE

DESTINATAIRES :

MM.

- Etat-major de la RT-NE de METZ
- Région Grand Est / Pôle transports
- Service d'Aide Médical d'Urgence (SAMU)
- SMUR Haguenau
- Préfecture du département du Bas-Rhin
- Le Service Gestion du Trafic
- Service Territorial d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin (STIS)
- Conseillers d'Alsace du canton de Lingolsheim
- Conseillers d'Alsace du canton de Molsheim